

Laurent Lasne

LE ROMAN DE

JAUURÈS

Des idées dans les poings

 éditions du  
**ROCHER**

**Laurent Lasne**

**Le roman de Jaurès**

**Des idées dans les poings**



**DU MÊME AUTEUR**

Aux éditions Val-Arno

*L'île aux chiens*

Aux éditions Scopedit

*Une épopée coopérative dans le siècle*

*Un siècle de coopération*

*Géomètres et arpenteurs d'utopie*

*La mémoire de l'avenir*

Aux éditions Honnoizumi (Tokyo)

*Voyage au cœur du football français*

Aux éditions du Patrimoine de la Creuse

*Liberté, égalité, solidarités*

Aux éditions Le Tiers Livre  
*L'histoire des Scop de Paca*  
*La tentation de Samarez*  
*Football über alles*  
*Taxis, Paris solidaires*  
*Jules Rimet, la foi dans le football*  
*Traité d'économie sociale à l'usage des malentendants suivi de L'Encre*  
*de la révolte*  
*De Gaulle, une ambition sociale foudroyée*  
*Et Maintenant ?*  
*Mémoires d'un goujat*  
*Un siècle de fer et de feu*  
*Rugby landais, origines, bourre-pifs et apothéose*  
*Les Charpentiers de Paris, Une épopée humaine*

**Groupe Artège**

Éditions du Rocher

28 rue Comte Felix Gastaldi - 98015 Monaco

[www.artege.fr](http://www.artege.fr)

ISBN version papier 978-2-268-07626-3

ISBN version numérique 978-2-268-07659-1

*Pour Paul, Laura et ceux que cela concerne.*

*À la mémoire d'Anthony Lorry...*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La méritocratie républicaine a fait son œuvre auprès des enfants des campagnes. De Jean, elle a fait un agrégé de philosophie et de son frère Louis, elle a fait un officier de marine. Mais brusquement la politique va surgir et dépiauter la vie bien rangée de Jean dont la trajectoire semblait pourtant toute tracée. La philosophie a accompli son travail de sape en le jetant dans un état permanent d'*insurrection optimiste* de telle sorte que, à la vie retirée du professeur de philosophie, il préfère l'action palpitante de la politique pour passer ses idées au banc d'essai de la réalité.

### *Étés d'un militant républicain (1881-1889)*

En cette fin d'été 1881, quelques jours avant de prendre son premier poste de professeur de philosophie à Albi, Jean bat la campagne lors des législatives pour soutenir le candidat républicain opposé au baron René Reille, député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Castres depuis 1876. Monsieur le baron, saint-cyrien austère, est une figure locale. Propriétaire du journal *Le Conservateur*<sup>32</sup>, mais surtout président du conseil d'administration de la Compagnie des mines de Carmaux, il compte aussi parmi les membres fondateurs du puissant Comité des forges dont le siège est à Paris. C'est un adversaire redoutable car il sait faire preuve, dans son activité industrielle, d'un paternalisme désuet mais efficace afin de s'attacher les faveurs de la population. Son programme reflète à la virgule près la devise familiale : « Dieu, Patrie, Liberté » et il n'a pour tout argumentaire de campagne que la défense du catholicisme à laquelle adhèrent les campagnes tarnaises restées attachées à la religion.

L'adversaire est donc coriace. Jean va déployer une énergie formidable pour soutenir le candidat républicain et servir une cause qui fut à l'origine de sa politisation. En effet, son

tempérament politique s'est nourri de la ferveur des combats des années 1870 lorsque Gambetta avait fait triompher le « parti de la Révolution » pour prolonger les conquêtes de 1789. À l'instar de tous les républicains, le jeune Jaurès se revendique d'abord comme un héritier de la Révolution.

Cependant, une fois la campagne achevée, le militant, qui connut l'ivresse des premières joutes oratoires au cours desquelles son éloquence fit merveille, reprend sa vie de professeur et le fil studieux de sa thèse à peine entamée. A-t-il cédé intérieurement au vertige de la politique ? Non, pas cette fois, pas encore. Sa mère, inquiète d'avoir vu son Jeannot mouiller la chemise, est rassurée. Il s'est mêlé à la bataille pour affirmer des convictions et soutenir la cause républicaine, rien de plus. D'ailleurs, Jean lui-même confie à son ami Charles qu'il sent en lui « un fond de paresse égoïste » contrevenant à tout engagement politique. Bien, mais pense-t-il qu'un jour il pourrait se laisser embarquer par l'action politique ? Voici la réponse qu'il fit à Auguste Delpech, un de ses anciens professeurs :

Je n'en suis pas sûr, et je sens en moi une résistance intime qui me dit que je suis fait pour une existence plus calme. Enfin je ne prétends pas régler et enchaîner l'avenir<sup>33</sup>.

Réponse tout en nuances, les jeux restent ouverts. Qui sait ? Si on venait le chercher ? Alors oui, peut-être, il pourrait basculer... L'occasion ne tarde pas à se présenter. Quelques notables républicains ont repéré l'énergie militante de ce jeune professeur toulousain, cet orateur en herbe qui a appris à sentir et tenir une salle lors du dernier scrutin. On l'a encore vu donner une conférence à Castres en avril 1884... brillant, comme toujours. Sans plus attendre, deux de ses anciens professeurs amorcent les manœuvres d'approche : accepterait-il de figurer

sur la liste républicaine pour les législatives de l'année prochaine ? Jean réfléchit, sa mère se fait du tracas. « Voilà que ça recommence », pense-t-elle, préoccupée de voir son grand fils sur le point de renoncer à sa vie paisible d'universitaire. Elle connaît les violences de la vie politique et voudrait en préserver son Jeannot.

Elle s'ouvre alors de ses inquiétudes au cousin Benjamin, ancien député du Tarn, devenu ambassadeur de France. Lui seul, imagine-t-elle alors bien à tort, pourrait le détourner de cet engagement. Réponse du cousin à la cousine : « Ma chère Adélaïde, laissez faire Jean, ne vous chagrinez pas. Il sait ce qu'il fait et ni vous ni moi ne le détournerons. Jean va à la politique comme le canard va à l'eau. » En l'occurrence, c'est la politique qui est venue à lui... dans un contexte morose, en raison de la dépréciation des prix agricoles et d'une crise boursière qui affecte l'industrie face auxquelles le parti républicain manque de réactivité, faute de leaders charismatiques suite à la mort de Gambetta (31 décembre 1882) et à la mise à l'écart de Jules Ferry, président du Conseil, renversé en mars 1885. Jean Jaurès a-t-il perçu le risque d'un retour en force des conservateurs et du laminage des positions électorales républicaines ?

Il n'est pas encore investi, mais il a déjà entrepris une série de conférences dans les villes du département, Albi, Carmaux, Mazamet, Roquecourbe, Dourgne, berceau de la famille Jaurès. Le 3 mai, il est à Castres pour évoquer « l'idéal républicain » et en appeler à l'union. La clarté de son esprit et sa voix métallique font tourner les têtes de l'auditoire, à l'exception de celles du journal conservateur *L'Écho du Tarn* qui ne voit en lui qu'un orateur « à la voix défectueuse », « un poète chevelu et ébouriffé », « un enfant gâté de la loge maçonnique de Castres ».

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



## *Étés philosophiques à Toulouse, l'inclination vers le socialisme (1889-1892)*

Lors de son premier séjour toulousain, les longues promenades dominicales le long de la Garonne sont un enchantement pour le jeune professeur d'université qui songe à la rédaction de ses thèses de doctorat. Marchant lentement, les mains vissées dans le dos, portant un canotier les jours d'été et un imperméable couleur mastic aux approches de l'automne, Jean Jaurès semble souvent ailleurs sans doute parce que, comme l'écrira Vincent Auriol, il a « les yeux levés vers le ciel comme s'il puisait sa vie dans cet infini qui l'attirait, voulant y trouver tout le sens de la simplicité de la vie profonde et mystérieuse<sup>44</sup> ».

Dans cet infini, en effet, il puise la source de sa réflexion métaphysique qui vient nourrir le sujet de sa thèse principale, *De la réalité du monde sensible*, laissée en plan lorsque la politique était venue le prendre par les épaules pour en faire le député républicain de Castres. À Toulouse, de solides amitiés se sont établies avec des collègues normaliens qu'unit une solide camaraderie d'école, et avec le recteur Claude Perroud, grand historien de la Révolution française. Chaque jour, ou presque, ces fringants universitaires se retrouvent au café de la Paix, place du Capitole, pour parler philosophie, religion, histoire de France ou avenir. Mais plus que tout, Jean Jaurès aime fausser compagnie à ses amis pour filer au musée des Augustins dont il connaît tous les tableaux. Artiste, toute beauté le fait vibrer, et il peut longuement parler de ses émotions esthétiques ressenties devant les tableaux, intarissable même sur le *Virgile lisant l'Énéide* d'Ingres. Ému par l'art, qui est pour lui une forme d'épanouissement de l'âme humaine, il l'est tout autant par la poésie, ce langage surgi « dans cette langue humaine qui n'est

pas l'œuvre artificielle d'une élite, mais qui est sortie des entrailles mêmes de l'humanité<sup>45</sup> ».

Il goûte aussi à cette poésie silencieuse qu'il ressent dans le demi-jour du vieux cloître des Jacobins, dont l'architecture à la fois surplombante et dépouillée lui procure de vives impressions. C'est ici, sous la grandiose voûte des Jacobins qu'il prononce en langue d'Oc son célèbre discours sur la souffrance des générations précédentes. En revanche, Jean Jaurès est insensible à la poésie intimiste et chuchotante, réservée à un petit cénacle d'initiés, elle doit au contraire toucher un large public et, en poésie comme en toute chose, il rapporte quelquefois ce mot de Michelet : « Si tous les êtres, et les gens humbles, n'entrent pas dans la Cité, je reste dehors. »

C'est dire que le jeune universitaire célibataire, installé avenue Frizac accompagné par sa mère, Adélaïde, aime la ville Rose ! Lorsqu'il se réinstalle à Toulouse, tout lui est familier, mais c'est désormais un homme marié, un père de famille, aimant cajoler sa petite « Malou », qui emménage avec bonheur place Saint-Pantaléon. En raison de cette vie familiale, ses escales au café de la Paix sont moins fréquentes, bien que toujours aussi plaisantes pour cet homme habité par la passion des joutes verbales. Autour de lui, dans ces ferveurs partagées, se trouvent Frédéric Rauh, son collègue philosophe, qui se tient toujours au seuil d'un socialisme militant, Maurice Hauriou, professeur de droit catholique, proche du Sillon, mais encore les professeurs de philosophie Victor Delbos et Georges Dumesnil, tous éblouis par la conversation d'Émile Mâle, chargé de cours d'histoire de l'art, spécialiste de l'art religieux au Moyen Âge...

Le plaisir des retrouvailles et la découverte de nouveaux collègues sont d'un grand réconfort pour l'universitaire Jaurès qui s'est frotté à la politique et dont il revient un peu cabossé, après avoir pris la mesure des intrigues, des vanités et de

l'inertie de ses amis républicains. Toutefois, cette expérience politique, au cours de laquelle il s'est bercé d'illusions sur la détermination de ses collègues à changer la condition sociale des plus humbles, l'oblige désormais à repenser sa trajectoire politique puisque celle qu'il a suivie l'a conduit dans une impasse. Comment en sortir ? Comme toujours chez Jaurès, l'observation du réel s'articule avec la construction d'une réflexion théorique dont il va pousser les feux, notamment en rédigeant ses deux thèses et en poursuivant le fil de ses chroniques dans *La Dépêche de Toulouse*.

À l'issue de son mandat parlementaire, on le pense pourtant aux lisières du socialisme, prêt à basculer, tant son combat pour la justice sociale et sa critique de l'oligarchie financière présentent des similitudes avec ceux des socialistes. Effet d'optique, car Jaurès récuse le recours à la violence révolutionnaire, ne se satisfait pas du manque d'épaisseur des analyses guesdistes et de leurs formules toutes faites, s'irrite de leur déni de la République, indisposé de surcroît par l'allégeance théorique des marxistes français aux thèses de la social-démocratie allemande qui font fi des spécificités du socialisme français et de l'originalité de la culture républicaine.

Au lendemain des législatives, Jaurès a même la dent dure à l'égard des socialistes, compromis « en plus d'un point par des alliances boulangistes », incapable d'être, à ses yeux, « une force organisée suffisante pour éclairer et entraîner la démocratie ». Or, pour lui, il n'y a pas de transformation sociale possible contre la République, car il n'y a pas de meilleur régime politique, et il faut à tout prix maintenir les ouvriers dans le giron républicain au lieu de les en détourner, comme le font trop de socialistes qui « ne sont pas de vrais républicains ». D'où, sans doute, sa rancœur contre « ces faux socialistes, ces faux ouvriers, que les vrais ouvriers méprisent, ces fainéants

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fréquentation scolaire des enfants issus de familles pauvres. L'apprentissage de la fonction d'élus local, où il doit apprendre à dominer au quotidien les soucis matériels, l'immerge dans les misères des familles désargentées auxquelles il doit trouver des solutions ou dans les revendications sociales du corps enseignant. Il s'y emploie avec simplicité et bonhomie, tout en gardant la hauteur de vue nécessaire pour ne pas perdre le fil de la cohérence de l'action politique sur tous les fronts.

Au conseil municipal, ses initiatives et son énergie boulimique font souvent grincer les dents des quatre élus « ouvriers » socialistes<sup>72</sup>. Mais c'est surtout avec Charles de Fitte, typographe au journal *La Dépêche*, élu conseiller municipal en 1888, que les échanges sont les plus vifs. Fils d'un aristocrate ruiné de descendance gasconne, Charles de Fitte est le leader révolutionnaire toulousain le plus en vue et le porte-voix du « groupe républicain socialiste blanquiste » qu'il vient de créer avec ses amis. C'est simple, qu'il s'agisse de l'éducation, de la culture ou de la laïcisation des hospices, de Fitte et Jaurès sont à peu près en désaccord sur tout ! Le premier voudrait n'aider que les prolétaires, le second s'y refuse, s'inquiétant même du sort des « bonnes sœurs » une fois les hospices laïcisés, ce qui le rend suspect aux yeux de son alter ego municipal. Les discussions budgétaires sont souvent animées quand Jaurès défend mordicus le maintien des subventions municipales au théâtre du Capitole ou au profit des sociétés savantes auxquelles s'oppose de Fitte. Certes, les deux hommes ferrailent souvent, mais ils se respectent. De Fitte estime à sa juste valeur l'autorité intellectuelle de Jaurès, ce dernier appréciant l'ardeur et « la vivacité d'esprit » de l'élus socialiste auquel il ne manqua pas de rendre un bel hommage lors de son décès brutal en avril 1893<sup>73</sup>.

En dépit de leurs bisbilles oratoires et de leurs divergences, Jaurès sait apprécier la sincérité de son interlocuteur issu de la

classe ouvrière, ce peuple de misères qu'il connaît mieux car, grâce à son mandat local, il est régulièrement en contact avec lui. En effet, son action d'élu municipal le conduit à nouer des liens avec le monde ouvrier et leurs organisations syndicales qui viennent de se constituer en union, ce dont il ne manque pas de se féliciter en écrivant que « pour créer l'union du parti socialiste en France, il faut qu'il y ait un très grand nombre de travailleurs rassemblés, réunis, groupés dans des syndicats unis<sup>74</sup> ». Et c'est bien volontiers qu'il accepte de prêter à cette union syndicale le préau d'une école afin qu'elle puisse y dispenser des cours professionnels.

Au fil des mois, il découvre la réalité ouvrière toulousaine qui est d'une tout autre nature que le prolétariat des bassins miniers du Tarn auprès duquel il s'était investi comme député. Toulouse est encore une ville d'artisans et de petites entreprises très diversifiées, mais il y découvre jour après jour que la misère n'y est pas moins tenace. Aussi se félicite-t-il de l'essor des syndicats, de la création de Bourses du travail qui constituent un gage de progrès, de succès pacifique autant qu'un moyen de pression sur la Chambre. D'ailleurs, n'écrit-il pas au début de l'année 1891 que « les démocrates ne devraient pas avoir de repos jusqu'à ce que tous les travailleurs, tous sans exception, soient groupés et fédérés » ?

Imperméable à l'idée de conflit de classe, il croit encore à l'absence de contradiction fondamentale entre patrons et ouvriers et il privilégie toujours la négociation. D'ailleurs, le dénouement de la grève des employés des tramways de la compagnie Pons, débutée en juin 1891, doit beaucoup à ses qualités de négociateur et à son sens du compromis<sup>75</sup>. À cette époque, les revendications ouvrières lui apparaissent non comme « un mouvement de classe », mais comme « une revendication de justice<sup>76</sup> » et il reste très dubitatif sur le recours à la grève qui

« ne constitue pas le moins du monde un moyen d'émancipation et de progrès, [...] elle est en principe inutile et même mauvaise. La plupart des grèves partielles, même quand elles semblent favorables à l'ouvrier se terminent par des satisfactions plus illusoires que réelles<sup>77</sup> ».

Ses réserves sur la grève sont liées à son souci de paix civile et à sa crainte de la violence des manifestations, « processions théâtrales et vaines », qui mettent face à face « le peuple des casernes et les soldats du travail ». Sa position semble intangible si bien que, le 28 mai 1891, lorsque de Fitte propose au conseil municipal de voter une adresse de félicitations aux députés qui ont demandé l'ouverture d'une enquête suite au massacre de Fourmies le 1<sup>er</sup> mai 1891, jour de la fête du travail, Jean Jaurès vote contre.

Pourtant, quelques mois plus tard, à l'issue de la condamnation des instigateurs de la manifestation, l'élus toulousain fait brusquement volte-face en refusant pour la première fois de distinguer idéologie et action. Si, jusqu'alors, le sens de l'action de classe et la compréhension de la lutte engagée par le prolétariat, sous toutes ses formes, lui ont fait défaut, le procès de Paul Lafargue et d'Hippolyte Culine, tous deux injustement condamnés pour « provocation à attroupement armé » par la Cour d'assises de Douai, vient modifier son jugement et son échelle de valeurs.

Ce vendredi 1<sup>er</sup> mai 1891, le beau temps rayonne à Fourmies, vieille cité industrielle et textile du Nord de la France. Comme ils le font chaque année, les amoureux signalent l'empressement de leur flamme à leurs belles en allant cueillir l'aubépine sur les haies du bocage. Ce premier jour du mois de Marie, quoi qu'il arrive, les jeunes amants sont les héros de la fête ! Mais ce 1<sup>er</sup> mai est aussi jour de revendication depuis que la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



nous voulons par une nouvelle organisation du travail, sauvegarder ce qu'il y a de légitime aujourd'hui dans la propriété individuelle, anéantir ce qu'elle a d'inique et d'antihumain. » Le socialisme n'est pas un rouleau compresseur et Jaurès a d'ailleurs pris soin de préciser qu'il ne s'est rallié au collectivisme que lorsqu'il a eu « la conviction absolue qu'il laissait à la personne humaine toute son activité légitime et tous ses droits<sup>90</sup> ».

Ceux qu'il a déboussolés ne comprennent pas que leur Jean ne s'est pas « converti » au socialisme, mais qu'il a poursuivi une réflexion sur la justice sociale et les finalités de la République qui croisèrent le socialisme. L'âpreté du combat lors des grèves de Carmaux, la dureté de la campagne électorale révèlent un Jaurès fougueux, plein d'éloquence et d'ardeur pour annoncer des temps nouveaux. Il a tout endossé, le programme révolutionnaire du Parti ouvrier, la dialectique des deux piliers du socialisme : « l'affirmation intégrale des principes socialistes » et « la réalisation des réformes d'intérêt immédiat ».

Plus que jamais, il semble proche d'un « messianisme révolutionnaire » espéré par la « houle du prolétariat universel ». Oui, le ton et l'élan ont changé, mais sur le fond, Jaurès s'inscrit dans la continuité de son action en faveur d'une politique hardie de réformes. La République demeure sa grande inspiratrice. En janvier, lors de son premier discours prononcé pendant sa victoire électorale auquel l'émotion donna des accents lyriques, il célébra la « République sociale », celle des « transformations sociales profondes qui s'appellent des révolutions » et qui « peuvent être accomplies sans violence ».

Tout en retrouvant la tribune du Palais Bourbon, l'enfant du Tarn ne cesse de se ressourcer parmi les ouvriers, les modestes artisans ou les paysans, au sein de sa petite patrie. Et il peut compter sur les fidélités sans faille d'un cercle de militants qui

s'est élargi. Parmi eux, Jean-Baptiste Calvignac. Pour ce dernier, « son » Jean est débordant de chaleur, et avec ses manières de paysan, ses mains épaisses et sa dégaine négligée, il a réussi à conquérir les vieux militants ronchonners du cru par sa simplicité et son rire franc. À table, il régale ! Un appétit d'ogre ! Et c'est un bonheur de le voir s'enfiler de bon cœur du Gaillac sec et d'engloutir confits d'oie, cassoulets mitonnés avec soin par d'affriolantes patronnes d'auberge qu'il fait rire aux éclats en déclarant au milieu des militants du parti ou de paysans tarnais à grosses moustaches : « Hé bien quoi la compagnie ! Nous ne sommes pas des ascètes ! » Et aux amis parisiens qui l'accompagnent parfois sur ses terres, s'étonnant de son coup de fourchette, Jaurès leur rétorque, plein de malice : « Et ce ne sont là que des petits repas de rien du tout. »

Pour les gars du pays, Jean Jaurès devient très vite « Notre Jean ». Les repas partagés en sa présence, chez le père Malfettes à Pampelonne ou au restaurant Panis à Valence-d'Albigeois, sont un délice. Par ses remarques de bon vivant, son humanisme chaleureux qui ensoleille l'action, il est bien vite considéré comme l'un des leurs, escorté ici et là par ses fidèles, accueilli par des familles où les femmes de militants sortent parfois leur nécessaire à couture pour rafistoler ses poches, toujours emplies de livres et de journaux, ou pour recoudre ses boutons... voire pour laver ses chemises, rôle dévolu quelquefois à Mme Malfettes dont l'auberge devient, au fil du temps, un « bastion » jaurésien et un second foyer pour le député mal fringué.

Élu de Carmaux, entièrement voué à l'action militante, toujours soucieux de se montrer digne de la confiance de ses électeurs, Jean Jaurès ne semble plus accorder la même importance à ses préoccupations sur l'avenir de la religion. Elles sont désormais

reléguées au second plan car l'heure est à l'action : « Marchons ! Pas de subtilité ! Pas de vaines ténèbres ! Allons au but qui est la justice. Éclairons les esprits, affranchissons le travail ; une fois émancipé, tout homme cherchera lui-même son chemin. »

En ce jour de Pâques, le 8 avril 1894, l'action prend la direction de Fleurance, dans le Gers, où Jean Jaurès se rend pour participer à un meeting champêtre organisé par le Parti ouvrier afin de célébrer les victoires socialistes aux législatives de l'année passée. Sa présence, ainsi que celle de Jules Guesde, député du Nord, donnent un éclat singulier à l'événement annoncé la veille dans les éditions locales de *La Dépêche* : « La réunion de dimanche s'annonce comme devant être des plus brillantes. Une foule énorme paraît devoir y assister<sup>91</sup>. » Et pour cause, c'était le premier meeting socialiste d'une telle envergure en milieu rural.

Dans le sillage d'une crise économique qui n'a pas épargné les campagnes et dans les régions viticoles, à peine remises du phylloxéra, les petits paysans ont souffert mille morts. C'est un message de compassion et d'hommage à leur ardeur républicaine que les leaders socialistes viennent délivrer ce jour-là. Devant près de 5 000 personnes, Jaurès ensemence sa parole en les rassurant sur l'esprit du socialisme qui se présente comme le défenseur de la petite propriété agricole :

Aujourd'hui, les socialistes doivent se préoccuper avant tout de cette démocratie rurale, [...] de ces petits propriétaires qui souffrent, et qui, malgré toutes leurs souffrances, espèrent encore et conservent une foi inébranlable dans cette république qui est leur chose à eux [...]. La petite propriété, qui répond à l'idéal socialiste, doit être défendue contre l'exploitation financière. [...] Les réformes dans l'ordre social sont nécessaires, il faut les réaliser. Depuis un siècle, la bourgeoisie est au pouvoir. Elle aurait pu, dans ce long laps de temps, faire quelque chose

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'acquittement d'Esterhazy par le conseil de guerre, ce sont l'article de Zola, *J'accuse*, du 13 janvier 1898, puis la révision du procès qui versent l'Affaire dans le domaine politique. Les ventes de *L'Aurore* battent des records. L'opinion publique se passionne pour cette affaire, mais elle est divisée, à l'instar des socialistes. Jules Guesde salue l'acte courageux de Zola, tout en s'empressant de rappeler que les prolétaires n'ont rien à faire dans une bataille qui n'est pas la leur, même tonalité chez les blanquistes qui, par patriotisme, inclinent du côté de l'antidreyfusisme. Seuls les allemanistes, comptant dans leur rang des intellectuels de la trempe de Lucien Herr, se prononcent en faveur du capitaine injustement condamné. Jaurès, quant à lui, fait amende honorable et rend hommage à ces jeunes normaliens dreyfusards qui sont parmi les premiers à protester contre l'arbitraire : « À ces jeunes hommes, je suis presque tenté de demander pardon pour nos tergiversations et nos lenteurs<sup>107</sup>. »

Le 22 janvier, lorsqu'il intervient à la Chambre pour défendre Dreyfus, sa marge de manœuvre et sa liberté d'expression sont limitées par le Manifeste adopté trois jours plus tôt par le groupe parlementaire socialiste invitant les élus et le prolétariat à ne pas se mêler de « cette guerre civile bourgeoise »... quatre mois à peine avant les législatives. Jaurès se sent alors très isolé au sein de sa famille politique. Ce jour-là, le tribun socialiste fait sans détour étalage de ses états d'âme : « Les ennemis et les adversaires ne sont rien. Ce sont les amis [...]. Ils me mangent, ils me dévorent, ils ont tous peur de n'être pas réélus. Ils m'arrachent les pans de mes habits pour m'empêcher de monter à la tribune. Quand je monte à la tribune, je suis déjà vidé<sup>108</sup>. » Est-ce au cours de cette période où il ressent un très vif isolement et éprouve les faiblesses socialistes liées aux divisions

du mouvement que Jaurès se convainc de la nécessité de batailler pour réaliser l'unité socialiste ? À l'évidence.

Ses positions évoluent tout au long de la séquence rythmée par l'Affaire qui prend rapidement une nouvelle dimension avec la création de la Ligue française des droits de l'homme (juin 1898) dans le sillage de l'élan donné par les pétitions d'intellectuels qui, protestant contre « la violation des formes juridiques » du procès de 1894, demandent sa révision. Pour les Vestales de l'orthodoxie marxiste, l'émergence d'une Ligue des droits de l'homme ne change rien à leurs positions car, s'ils veulent bien admettre que Dreyfus est innocent, ils répugnent à se ranger sous l'étendard des droits de l'homme, valeurs bourgeoises consacrées par la Révolution, également bourgeoise, de 1789. L'Affaire provoque l'effet inverse pour les jaurésiens, persuadés plus que jamais que la République est la forme politique du socialisme.

Battu aux élections et retrouvant dès lors une totale liberté de parole, l'engagement de Jaurès en faveur de Dreyfus lui permet d'approfondir sa réflexion sur le lien nécessaire, en République, entre l'exigence de justice et la défense du droit<sup>109</sup>. Il lui apparaît que soutenir Dreyfus, lutter pour la vérité et la justice en République, c'est aussi redonner au parti la force d'attraction qu'il vient de perdre aux élections. Pour cela, il faut ouvrir la marche à l'unité que le socialisme doit accélérer s'il veut prétendre au pouvoir.

L'Affaire n'est pas seulement une affaire d'intellectuels mais aussi celle de la République, comme un sursaut de l'héroïsme républicain qu'il fait résonner comme une profession de foi dans un article de *La Petite République* :

Si Dreyfus a été illégalement condamné, [...] il n'est plus ni un officier ni un bourgeois, il est dépouillé par l'excès même du malheur, de tout

caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer.

Un texte révélateur de l'évolution de Jaurès sous-entend que la lutte des classes ne peut tenir lieu de référence unique pour l'action car il existe une exigence plus haute qui, sous les habits de devoir de justice, se nomme l'humanité tout entière.

Il est significatif que les deux hommes politiques les plus investis dans le combat en faveur de la révision du procès, Clemenceau et Jaurès, sont aussi les plus isolés au sein de leur propre famille. N'étant parlementaire ni l'un ni l'autre, ils ne sont guère représentatifs de leur parti, mais leur voix porte. L'Affaire permet au premier de resurgir sur la scène publique et au second d'incarner une autorité morale incontestable établie sur une conception héroïque de la politique. En rédigeant *Les Preuves*, Jaurès reprend une à une les pièces du puzzle avec un grand souci pédagogique. D'abord Dreyfus a été condamné illégalement puisqu'un « dossier secret », a été communiqué lors de la délibération à l'insu de l'accusé et de son avocat. Ensuite, il démontre que la rédaction du bordereau accusant Dreyfus ne peut qu'être l'œuvre d'Esterhazy et que les soi-disant pièces décisives produites par le ministre de la Guerre Cavaignac à la Chambre sont des faux. La démonstration est apportée quand soudain les événements se bousculent. Le 30 août, le colonel Henry avoue qu'il est l'auteur d'une lettre signée Dreyfus et que Cavaignac tient pour accablante. Le lendemain, Henry, arrêté et enfermé au Mont-Valérien, se suicide dans sa cellule. Trois jours plus tard, Cavaignac démissionne...

Le 26 septembre, le Conseil des ministres autorise Henri Brisson, président du Conseil, à saisir la Cour de cassation pour introduire la demande en révision au moment où Jaurès publie *Les Preuves* dans lequel il affirme la solidarité prolétarienne

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



les douze délégués du groupe parlementaire au Conseil national, il a été écarté de la Commission administrative permanente, le gouvernement du parti, au sein de laquelle Vaillant et Guesde parquent. Il est marginalisé, donc plus libre en quelque sorte !

Cette position marginale inquiète-t-elle le combattant de Carmaux ? En privilégiant l'unité, a-t-il tourné le dos à la fructueuse politique réformatrice dont il a rappelé l'inventaire lors du congrès d'Amsterdam ? Doit-il désormais brider son expression publique pour ne pas déroger à la ligne du Parti ? Rien de tout cela, ou en partie seulement, car Jaurès a assez de flair politique et d'expérience pour savoir que la réalité politique se vit moins dans les cadres institutionnels que dans le rapport aux masses, à l'action, « à la démocratie », selon la terminologie de l'époque. Avec la mise en place de la SFIO, un changement a lieu, mais la question essentielle à ses yeux est de savoir comment l'action réformatrice et l'affirmation de l'idéal socialiste pourront être mises en musique.

Au vrai, la subtile dialectique entre réformisme et idéal révolutionnaire lui pose-t-elle problème ? Nullement, car il a fait sien l'analyse de classe de la société et « l'évolution révolutionnaire », ce qui n'est pas contradictoire avec la réalisation de réformes. C'est d'ailleurs ce qu'il vient rappeler à Limoges lors du troisième congrès de la SFIO (novembre 1906) par cette déclaration approuvée par Jean Guesde :

Le congrès [...] rappelle [au prolétariat] que sa libération entière ne sera possible que par l'avènement de la propriété sociale, qu'il n'y a de socialisme que dans le parti socialiste, organisé et unifié, et que le parti, tout en s'efforçant de réaliser les réformes qui pourront accroître la force d'action et de revendication du prolétariat doit opposer sans cesse à tous les programmes restreints et trop souvent illusoires, l'intégrité de l'idéal socialiste.

Lors de ce même congrès, il sait rendre à ses « censeurs » guesdistes, la monnaie de leur pièce en se ralliant à la motion de Vaillant qui préconise contre la guerre l'emploi de tous les moyens, y compris la grève générale, ce qui provoque la colère des guesdistes et sa rupture avec eux sur ce point jusqu'en 1914. L'étude de mesures propres à empêcher la guerre est à l'origine de l'accord qu'il noue avec Vaillant, les deux hommes étant d'accord depuis septembre 1905 pour proposer de les mettre à l'ordre du jour du Bureau socialiste international et au sein de chaque parti. L'alliance privilégiée entre Vaillant et Jaurès, qui ne se démentira plus, permet à ce dernier de retrouver une influence au sein de son Parti où ses options deviennent peu à peu majoritaires.

En octobre 1908, lors du congrès de Toulouse, après avoir fait prévaloir l'utilité et le bon usage des réformes<sup>120</sup>, appelant ses camarades à ne tricher ni avec le réalisme ni avec la réalité, Jaurès a pris une nouvelle stature. En quelque sorte, il est devenu le leader implicite mais incontesté du mouvement socialiste français, à défaut de l'être de l'ensemble du mouvement ouvrier depuis que la CGT a revendiqué une forme d'émancipation autonome et séparée du Parti socialiste. Trop unitaire pour ne pas craindre le morcellement de l'action par le projet séparé de gestion proprement ouvrière et autonome qu'appellent de leurs vœux nombre de syndicalistes, Jaurès ne ferme pas la porte de *L'Humanité* aux syndicalistes, coopérateurs et mutuellistes de bonne foi. Il leur ouvre les colonnes du journal pour maintenir le dialogue, en dépit des critiques d'une partie des guesdistes – prépondérants dans l'appareil du parti – de plus en plus mécontents de cette ouverture du journal aux communications syndicales.

En réalité, sous couvert de ces critiques, l'appareil du parti vise la tête du journal. Il tolère mal que Jaurès assure seul la

direction politique de *L'Humanité*, avec son bras droit Renaudel, « administrateur délégué à la rédaction » et s'irrite d'être sans prise sur le contenu éditorial. Après tout, le journal n'appartient-il pas moralement à la SFIO ? La question s'est faite plus insistante au fil des mois. Finalement, après de nombreuses attaques, Jaurès est maintenu, à l'unanimité, comme directeur politique unique du journal et un accord plus large est entériné pour que *L'Humanité* devienne l'organe officiel de la SFIO<sup>121</sup> !

Pour Jaurès, l'unité a été un combat, plus ardent encore contre les arrière-pensées ! Isolé et marginalisé lors de la fondation de la SFIO en 1905, son intelligence politique lui permet de faire reconnaître par les militants le réformisme et « l'évolution révolutionnaire » comme une stratégie efficace dans le cadre de la rhétorique marxiste. S'il s'est plié aux exigences doctrinales sans lesquelles l'unité n'aurait pas été possible, il n'abdique d'aucune façon sa liberté de pensée et de parole. C'est en restant cet homme libre et vivant qu'il devient le leader socialiste incontournable de la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle. Son rôle de porte-parole de son parti dans les quatre grandes commissions constituées à la Chambre au lendemain des élections de 1910, l'influence grandissante qui est la sienne dans les instances de la SFIO soulignent l'essor de son audience interne, quant à son rayonnement personnel, hors du parti ou encore au Bureau socialiste de l'Internationale, il apparaît désormais en pleine lumière.

Socialiste influent évoluant au gré de sa pensée en perpétuel mouvement<sup>122</sup>, il demeure fidèle au modèle républicain et aux vertus régulatrices de la démocratie car pour lui, nul parti, nul syndicat n'est un absolu de telle sorte que « le prolétariat ne peut se soustraire » à l'arbitrage de la démocratie, car elle est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

et il se trompe lorsqu'il imagine sauvegarder la paix en la fondant sur l'idée d'une solidarité internationale de la classe ouvrière.

*Que veut le pays ? Il ne le sait plus...*

Jean Jaurès est à l'épicentre de toutes les lignes de fracture géologique de l'échiquier politique. Détesté par les conservateurs, il a donc aussi maille à partir avec ses propres « amis » politiques – doctrinaires ombrageux, révolutionnaires en peau de fesse, réformistes d'opérette. Il indispose souvent les siens du fait de son irréductible originalité. Inclassable parce qu'original, Jaurès « était un éclectique, mais un éclectique de génie », dira Léon Trotski. Il n'est ni révisionniste, ni radical, ni orthodoxe et, si sa pensée emprunte au marxisme, toujours il puise à d'autres sources en s'attachant à donner à son action politique une ampleur toute philosophique sans jamais la figer dans un système.

Socialiste d'instinct avant de l'être par conviction, philosophe de formation, il fonda ses idées sur une vision du grand tout, métaphysique et cosmique. Chez Jaurès, tout tient toujours ensemble avec le refus d'enfermer le socialisme dans une vision matérielle de l'humanité et le souci constant « de préciser l'idéal par le réel et orienter le réel vers l'idéal ».

Même si sa pensée connaît plusieurs étapes<sup>138</sup>, il ne dévie jamais de son idéal qui est habité par une espérance de justice :

Quels que soient les coups répétés qui frappent sur nous, je ne veux prononcer aucune parole de faiblesse. La puissance de vie qui est dans le socialisme emporte toutes les misères [...] c'est une invincible espérance qui vit en nous et notre allégresse se rit de la mort, car la route est bordée de tombeaux, mais elle mène à la justice<sup>139</sup>.

En dépit des coups qui tombent comme une mauvaise pluie, rien n'entrave la marche de Jaurès vers la justice. Traité par ses

propres amis politiques de l'homme du « cassoulet réformiste », il n'a jamais abdiqué sa liberté de penser. Face à ses camarades en rebiffe contre la République bourgeoise, il va répétant que « la République est incomplète sans le socialisme », mais que « le socialisme est impuissant sans la République », ajoutant que la *res publica* (bien commun) ajoutée à la souveraineté du peuple est ce qui lie vraiment la démocratie à la République.

D'où l'ardente obligation de la « défense républicaine » et l'alliance avec d'autres forces, le cas échéant. Et si Jaurès soutient la politique radicale du bloc des gauches, c'est parce qu'il est indispensable que la question religieuse soit réglée afin de se consacrer au règlement de la question sociale. Compromis ne vaut pas compromission, quoi qu'aient pu en dire ses contempteurs, car le leader socialiste n'est pas dupe des réticences des radicaux face au problème social et il est d'accord avec la définition qu'en donnait Lucien Herr : « Un radical, ce n'est rien de plus qu'un conservateur qui ne va pas à la messe. »

Est-il donc suspect de vouloir reconstituer le bloc des gauches version « gouvernement Combes » comme le laissent entendre ses détracteurs ? Assurément non. Rapporteur de la commission des résolutions lors du congrès socialiste de janvier 1914<sup>140</sup>, qui fixe le programme et la tactique du parti pour les élections législatives, le texte adopté à l'unanimité ne souffre aucune ambiguïté sur ce point. Le Parti « se prononce nettement contre la reconstitution du bloc qui ne pourrait avoir d'autre conséquence que d'atténuer son caractère et sa doctrine et d'affaiblir sa vigueur combattante [...]. » Ce qui n'interdira pas au Parti d'apporter, au second tour, son soutien et ses voix « aux candidats des autres partis, à proportion de la vigueur et de la netteté du combat mené par eux contre les trois ans, contre la guerre, contre le chauvinisme, contre la coalition militaire et cléricale. »

Pour la brutalité, Jaurès a été servi, jusqu'à l'intimidation physique. Il flotte encore dans son esprit le fanatisme hargneux de ces réunions publiques au cours desquelles de jeunes agitateurs chauffés à blanc par les Camelots du roi s'époumonent dans des sifflets à roulettes pour couvrir sa voix. Rarement un homme est tant haï et injurié, insulté : Jaurès, cette « fille » vendue à l'empereur Guillaume, « Mademoiselle Jaurès », se gausse-t-on dans les milieux nationalistes. Quant à Péguy, à jamais brouillé avec lui, il n'en finit pas de mordre :

En temps de guerre, il n'y a plus qu'une politique, et c'est la politique de la Convention nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix<sup>141</sup>.

Parce qu'il a flairé la montée de fièvre nationaliste sous l'aile noire de la défaite de 1870 qui traîne un peu partout avec son goût de revanche contre le boche, le leader socialiste a mobilisé son inépuisable énergie pour y opposer son « idéal de paix » et la nécessité d'un rapprochement franco-allemand. Est-ce que cela suffisait à faire de lui un « mauvais Français » ? Oui, assurément, et même Maurice Barrès, le « prince de la jeunesse » et l'écrivain de « l'énergie nationale », juge dans un mélange d'attirance pour son brio intellectuel et de déception qu'un homme de sa trempe se comporte comme « un maquignon déplaisant par son habileté », et il estime que Jaurès « a quitté à demi la France. [...] Sa pensée est allemande plutôt que française ».

Jaurès antipatriote ? Un comble ! Si l'on veut bien se souvenir (mais qui le veut ?) qu'il a utilisé des qualificatifs ironiques contre la formule figurant dans le *Manifeste communiste* (1848) de Karl Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. » Une boutade « étourdie » pour Jaurès, pire, un « contre-sens » et une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



« Le magnifique incendie du progrès, c'est Paris qui l'attire », avait déjà écrit Victor Hugo évoquant la première Exposition universelle parisienne<sup>157</sup>.

Il n'empêche que si le socle hexagonal reste campagnard, sur 38 millions de Français en 1900, 22 vivent dans des cantons ruraux; si l'agriculture pèse toujours pour près de la moitié dans la richesse nationale, ce sont désormais dans les villes que soufflent les vents du progrès, grands pourvoyeurs de main-d'œuvre. À l'inverse, les territoires ruraux s'enfoncent dans des crises à répétition avec l'élevage du ver à soie qui périclité, la culture de l'olivier menacée par l'huile coloniale, la vigne frappée à mort par le *phylloxéra*, dans le Gard puis dans tout le Midi. Enfin, face à la dégringolade du prix de vente des blés, le gouvernement Méline a eu beau élever des barrières douanières, rien n'y fait, il y a un mouvement inéluctable de repli qui ne peut être enrayé. Il laisse entrevoir que l'avenir meilleur ne germera plus sur le sol rural de ses aïeux car la civilisation urbaine s'est acclimatée à la chaleur du progrès et elle se révèle pleine de passions séductrices, même si elle s'accompagne aussi de petites et de grandes misères qui font voir rouge.

Le gouvernement républicain en charge de l'organisation de l'Exposition universelle profite de cet événement pour donner à voir qu'il a rebattu les cartes de ses jeux d'alliance à l'international et en direction du monde ouvrier.

En accueillant Nicolas II et la tsarine Alexandra Fedorova, le président de la République Émile Loubet et les édiles en queue-de-pie et à rouflaquettes veulent faire de cette visite le symbole de la nouvelle amitié franco-russe scellée par la signature d'une surprenante alliance politique conclue par les deux pays quelques années plus tôt, qui a pour principal objectif de leur permettre de sortir de leur isolement diplomatique. En effet,

après le départ de Bismarck, l'empereur d'Allemagne Guillaume II avait modifié sa politique extérieure en la fondant sur une triple alliance entre l'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ce qui eut pour effet de marginaliser les Russes alors qu'ils comptaient sur les capitaux européens pour moderniser leur pays.

Quant aux Français, ils étaient en état d'apesanteur internationale depuis la défaite de Sedan et l'avènement de la République, ce qui avait fort déplu aux têtes couronnées européennes. C'est ainsi que naquit une alliance de raison entre la patrie héritière des droits de l'homme et un régime autoritaire, alliance complétée d'un volet militaire prévoyant une assistance mutuelle si l'un des deux pays était agressé par l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. En prélude à cette convergence d'intérêts diplomatiques, les épargnants français avaient fait bon accueil à la souscription d'emprunts russes destinés à promouvoir les investissements dans la métallurgie, les mines de charbon du Donets et les chemins de fer de la sainte Russie.

À cela s'ajoutèrent les multiples facettes culturelles de la russophilie galopante qui prirent la forme des tournées parisiennes des ballets russes fondés par Diaghilev, temps fort de la vie mondaine, des entremets « Francorusse », des vêtements féminins surmontés d'un « col tsarine », de la lecture des ouvrages à succès de la comtesse de Ségur dont on peut se demander si ce n'est pas elle qui avait préparé les esprits à la Russie...

C'est un peu de l'exotisme de cette âme slave dont les Français viennent s'étourdir lors du passage à Paris de Nicolas II venu inaugurer le pont qui porte le nom de son père et dont l'unique arche métallique franchit la Seine en débouchant sur le Grand et le Petit Palais flambant neufs.

Mais aussi et surtout, en plaçant l'Exposition universelle sous le signe de la solidarité, le gouvernement républicain dirigé par Waldeck-Rousseau veut signifier au monde ouvrier qu'il n'est pas sourd à ses impatiences. Conscient que l'individualisme libéral promu par la Révolution a créé un déséquilibre fondé sur l'inégalité des fortunes qui risque de mettre en péril l'ordre social, il est l'un des rares républicains de gouvernement à se préoccuper de la question sociale au moment où le mouvement ouvrier, aux lendemains de la Commune, est en pleine effervescence. Ministre de l'Intérieur des gouvernements Gambetta et Ferry, Waldeck-Rousseau est à l'origine de la loi sur la liberté syndicale (1884) et le véritable orchestrateur d'une politique favorable aux associations ouvrières.

Devenu président du Conseil dans le contexte de l'affaire Dreyfus, parce qu'il est apparu comme le seul homme capable de réunir les différentes familles républicaines, Waldeck-Rousseau, formant son gouvernement de « défense républicaine », s'entoure d'un jeune radical de trente-huit ans, Joseph Caillaux, en charge des Finances, de Théophile Delcassé, l'instigateur de l'alliance franco-russe et de la future « Entente cordiale » avec l'Angleterre, incontournable aux Affaires étrangères. Mais ce sont les nominations de deux personnalités aux antipodes qui apparaissent comme des choix iconoclastes : Gallifet, qui joue un rôle prépondérant dans la répression de la Commune, est nommé au ministère de la Guerre, et Alexandre Millerand, premier socialiste membre d'un gouvernement, hérite du portefeuille du Commerce, ce qui met en ébullition la nébuleuse socialiste.

Si, au sein du gouvernement, Gallifet incarne la figure du conservatisme destinée à rassurer l'armée déchirée par les soubresauts de l'affaire Dreyfus, il revient à Millerand, en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

journal populaire de masse et offrir aux lecteurs un contenu plus diversifié et en résonance avec leurs attentes. Le divertissement est l'une d'entre elles, la soif de consommation, dopé par la réclame, en est une autre. Spectacles, loisirs, consommation, publicité battent la mesure d'une époque qui se cherche de nouveaux repères.

Employé du « Palais de la nouveauté » qu'il reprend à la mort de son fondateur, Georges Dufayel incarne ces changements de mentalités en spécialisant le magasin dans la vente à crédit d'articles d'ameublement et d'équipement de la maison. Le succès de la formule est au rendez-vous, si bien que dans un quadrilatère délimité par le boulevard Barbès, la rue de Clignancourt et les rues Christiani et de Sofia, il édifie plusieurs bâtiments. Mais pour attirer une clientèle de plus en plus nombreuse, il fait construire un théâtre, un jardin d'hiver et il est du dernier chic de se donner rendez-vous au « five o'clock » des Grands Magasins Dufayel ! Le magasin principal de la rue de Clignancourt, rehaussé d'un fronton monumental, est chapeauté d'un dôme au-dessus duquel trône en majesté un phare qui éclaire Paris... le phare du commerce et du matérialisme triomphant d'une époque décidément en déficit moral et en « pénurie de sacré », grogne Charles Péguy. J-K Huysmans en a déjà dressé un sévère constat dans son roman *Là-bas* (1891) avant de se convertir au catholicisme :

Alors comment espérer en l'avenir, comment imaginer qu'ils seront propres, les gosses issus des fétides bourgeois de ce sale temps ? Élevés de la sorte, je me demande ce qu'ils feront dans la vie, ceux-là ?

– Ils feront comme leurs pères, comme leurs mères, répondit Durtal ; ils s'emplieront les tripes et ils se vidangeront l'âme par le bas-ventre !

Est-ce à dire que le socialisme n'a guère de prise sur les masses ? Faut-il se résoudre à constater que le progrès social

espéré débouchera au mieux sur la démocratisation des loisirs et la consommation à crédit ? Comment, dès lors, « espérer en l'avenir » si la République, repliée dans l'auto-célébration surannée de ses conquêtes, n'offre plus d'objectifs de progrès sociaux ? Et après la séparation des Églises et de l'État, sur quel socle spirituel s'établira l'équilibre de la société ? Suffit-il d'avoir « éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera pas », comme l'a lancé Viviani dans un fracassant discours à la Chambre au lendemain du vote de la loi, pour en être quitte avec « les croyances communes qui relient toutes les âmes en les rattachant à l'infini », ainsi que l'a écrit Jaurès dans un texte antérieur<sup>172</sup> ?

Le combat laïc du député du Tarn n'a souffert d'aucune nuance. Dans les articles qu'il donne à la *Revue d'enseignement primaire* à partir de 1905, il ne cesse de rappeler l'importance de l'éducation comme socle d'une morale laïque qui ne dit pas aux hommes « que crois-tu ? », mais « voilà ce que tu vaux et ce que tu dois », morale qui fait de la liberté réglée par le devoir le fondement de l'ordre social tout entier. Subséquemment, il reste arrimé à cette idée que le socialisme ne sera le rameau fécond du progrès que par une profonde élévation morale du prolétariat, et c'est là d'abord une affaire d'éducation laïque.

Oui, la religion doit sortir de l'école pour que les consciences se libèrent des fariboles superstitieuses et du Dieu idole et incarné qui a perverti les hommes par la peur. Oui, l'Église doit être mise hors-jeu car elle a failli à sa mission spirituelle en trahissant le message évangélique et en devenant une « organisation théocratique au service de l'iniquité sociale<sup>173</sup> ». Combien de fois, au cours de ses combats électoraux successifs dans son Tarn natal, Jaurès a-t-il pu constater cette collusion d'intérêts entre ses puissants adversaires politiques et le clergé local avec des prêtres qui déchiraient ses affiches ou qui

faisaient carillonner les cloches lorsqu'il devait prendre la parole.

Si le député du Tarn est un si fervent partisan de la loi de séparation, c'est parce qu'il tient la laïcité pour l'expression d'un principe de liberté, essentiel pour celui qui a écrit que jamais il n'aliénera sa liberté de pensée<sup>174</sup>. Dès lors que la question religieuse a été réglée par la loi et que la morale laïque va affranchir les consciences de tout dogme, l'urgence consiste à bâtir une société reposant sur un principe de justice, puisque « l'homme est libre seulement lorsque la vérité l'illumine et que la justice le façonne<sup>175</sup> ». Le temps est venu d'édifier cette cité juste et d'espérance, ce qu'il a ramassé d'une formule : « Marchons ; [...] allons au but qui est la justice. »

Pour autant, dans l'esprit de Jean Jaurès, reléguer la foi à l'espace privé et réduire le périmètre public de l'Église n'est nullement

le résultat d'une obsession anti-religieuse, ni une remise en question de ce qu'il a écrit à trente ans sur le fait que l'homme, dans son identité, a une vocation naturelle à l'infini et que « l'humanité n'a quelque valeur que comme expression de l'infini<sup>176</sup> ». Pour lui, l'espace, par son infinité même, est un symbole divin, « l'expression de Dieu ». Il brouille un peu plus les cartes en écrivant : « Si nous condamnons l'ordre social actuel, c'est (...) qu'il empêche l'avènement d'une vie religieuse pour l'humanité<sup>177</sup>. » Propos de jeunesse certes, mais ils dénotent une animation spirituelle profonde, une originalité « mystique » qui font du tapage au sein des cercles socialistes.

En 1901, la communion solennelle de Madeleine, sa fille aînée, donne le prétexte à une virulente mise en accusation de Jaurès par ses adversaires politiques pour « duplicité » et de ses propres amis politiques pour « apostasie » au point que, traduit

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



À l'affiche, ce dimanche, l'épreuve la plus prestigieuse du galop : le Grand Prix de Paris.

Les trains spéciaux mis en place par l'administration des chemins de fer sur les lignes Invalides et Paris-Saint-Lazare/Suresnes-Longchamp sont pris d'assaut par une troupe alerte et bien inoffensive. Le ciel a mis une toilette aussi lumineuse que celle des Parisiennes toutes enturbannées de voiles de mousseline, de tulles chiffonnés ou de guipures de dentelles. Dans le carré du pesage, réservé aux propriétaires, entraîneurs et jockeys, elles se meuvent avec grâce dans un océan grouillant de hauts-de-forme sur lequel se balancent des ombrelles multicolores. Après les deux premières courses, un roulement de tambours annonce l'arrivée du président de la République et de madame.

Le landau présidentiel attelé à la d'Aumont s'immobilise sous les applaudissements devant la tribune officielle décorée de tentures cramoisies, de plantes vertes et de corbeilles fleuries. Accueilli par le prince d'Arenberg, président de la Société d'encouragement, le couple présidentiel est escorté par les présidents de Chambre, René Viviani, président du Conseil, le ministre de l'Agriculture et toute une camarilla d'officiels. Pour l'une des manifestations les plus mondaines de l'année, le corps diplomatique est au grand complet... jusqu'à la troisième course, qui voit l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'éclipser discrètement, non sans avoir salué le président Poincaré dont le visage semble s'être assombri un instant à l'issue de ce bref échange.

Le départ du Grand Prix de Paris, disputé sur une distance de 3 000 mètres, est donné à 16 heures. Les deux chevaux appartenant à Maurice de Rothschild, La Farina et Sardanapale, sont les principaux animateurs de la course. La Farina, qui a pris le large et dispose d'une confortable avance, est rattrapée par

Sardanapale dans la dernière ligne droite et coiffée sur le poteau sous les vivats et les cris de la foule, estomaquée par un tel retournement de situation. Mais déjà c'est une autre course qui galope dans l'esprit de Raymond Poincaré, une course contre la montre... la dernière ligne droite de la paix, mais il ne le sait pas encore. Avant de se retirer, il salue son monde et, passant devant René Viviani, il lui glisse à l'oreille que l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand et sa femme viennent d'être assassinés à Sarajevo.

### *Sarajevo, ciel noir de l'Europe*

Au cours de ce week-end d'insouciance radieuse, tandis que les foules et les membres du gouvernement se divertissent, nombre d'orateurs socialistes s'adonnent une fois encore aux exigences de la vie militante. Le samedi soir, salle Wagram à Paris, la Fédération de la Seine a organisé une grande fête familiale pour célébrer les victoires socialistes aux législatives et aux cantonales précédées d'une ribambelle d'allocutions prononcées par Vaillant, Laval ou Dormoy.

Ce soir-là, Jean Jaurès, accompagné d'Ernest Poisson<sup>199</sup>, anime un meeting au cirque de Rouen devant une foule de 4 000 personnes. Le lendemain, il prend la route pour Le Havre afin d'animer une réunion politique en soirée au cercle Franklin, non sans avoir au préalable assisté à l'arrivée de la première étape du Tour de France, heureux de se mêler à ces gaillards plein de gouaille et de facéties. C'est en hâte qu'il rentre à Paris pour prendre la mesure de l'émotion suscitée par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse la comtesse Sophie Chotek. À la lecture de *L'Humanité*<sup>200</sup>, il apprend qu'ils « ont échappé à une bombe lancée dans leur voiture », mais qu'un « étudiant de nationalité serbe », Gavrilo Princip, les a tués « à coups de revolver ».

À cet instant, l'Europe a frémi, car la moindre mèche allumée dans les Balkans représente une menace de propagation de l'incendie à tout le continent en raison des rivalités diplomatiques dans la région et du fait du jeu mécanique d'assistance mutuelle prévu dans les alliances. Si d'aventure Belgrade, la capitale serbe, est attaquée par un membre de la Triple-Alliance, Moscou interviendra, ce qui engagera la France et sans doute l'Angleterre. Terrible engrenage qui portera le conflit au cœur de l'Europe dans un emballement de forces déchaînées.

À Berlin, le correspondant de *L'Humanité* n'en fait pas mystère : « L'émotion n'a pas diminué à Berlin [...], c'est que l'on a bien l'impression partout que la disparition de l'archiduc héritier est un événement dont la portée n'est pas limitée aux frontières de la monarchie austro-hongroise. L'Allemagne, alliée, est frappée très directement. » L'alerte est aussi vivement ressentie pour le *Vorwaerts*, journal de la social-démocratie allemande : « L'alliance autrichienne est devenue une cause de faiblesse pour l'Allemagne. Le problème autrichien menace de plus en plus la paix de l'Europe. » Les Russes, condamnant cet assassinat, veulent encore croire que le gouvernement autrichien ne répondra pas au crime par un redoublement de représailles contre les Slaves tandis que le *Times* s'avise déjà que « [...] plus les Slaves méridionaux verront leurs espoirs disparaître, plus les dangers d'une explosion seront entretenus ».

Dans la nuit de dimanche à lundi, l'état de siège a été proclamé à Sarajevo tandis qu'à Belgrade, tous les cafés ont été fermés et la troupe consignée dans les casernes pendant que Vienne se couvre de drapeaux noirs au rythme de l'encre noire crachée par la presse viennoise contre les Serbes, ces « voleurs de moutons », ces « bandits pouilleux ». Dans la matinée, les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Mais l'athlète le plus accompli de l'ambition est Aristide Briand. Proche du syndicalisme révolutionnaire, théoricien de la grève générale, l'avenir de cet avocat flamboyant et séduisant est tracé même si, lorsque l'on évoque ses multiples conquêtes, il s'agit moins de ses conquêtes sociales que féminines. C'est sans doute pour éviter la jalousie de maris trompés qu'il est exfiltré de son pays nantais et de Paris pour être présenté à Saint-Étienne où il est élu député en 1902. Tacticien hors pair, fin diplomate, sophiste à l'occasion<sup>214</sup>, il sait tout concilier et il entretient des relations dans tous les milieux, sans doute pour préparer la suite de sa carrière, qui est brillante, en tournant le dos à ses anciens camarades socialistes.

Très proche de Jean Jaurès, il a été l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste français avant de jouer un rôle décisif dans la laïcisation du pays comme rapporteur du projet de loi de séparation des Églises et de l'État. L'adoption du projet lui fait entrevoir un avenir plein de promesses et il n'hésite pas longtemps entre la fortune politique qui lui sourit et la fidélité à la discipline socialiste. Bien qu'il fasse partie de la commission d'unification et qu'il assiste au congrès de l'unité, il se dégage de la SFIO en acceptant le portefeuille de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes dans le cabinet Sarrien, contre l'avis de Jaurès qui redoute que Briand ne suive la même pente que Millerand au contact du pouvoir. Une nomination perçue comme une « trahison » par la SFIO, d'autant que de 1906 à 1913, il est constamment au gouvernement, exerçant même à quatre reprises la fonction de président du Conseil.

Ces retournements de veste et ces appétits de pouvoir ont inspiré à Jaurès l'idée que l'on ne peut pas être longtemps à demi-socialiste et qu'à l'exception de circonstances

exceptionnelles, telles que la défense de la République ou la lutte contre le nationalisme réactionnaire, des tactiques d'alliance ne peuvent être durables sauf à y perdre son âme socialiste. La défaillance de ses anciens compagnons de route aurait pu aviver chez lui une profonde mélancolie sur la nature humaine. En outre, il aurait eu de solides motifs de céder aux alcools du spleen car, depuis la campagne qu'il a orchestrée contre la loi de trois ans, il n'a jamais été autant haï et calomnié.

En ce début d'été 1914, il affiche au contraire un bel optimisme conforté par les législatives où le Parti est devenu la deuxième force politique du pays. Des résultats prometteurs qui ont montré

que la vague nationaliste de 1912 n'a pas atteint l'opinion en profondeur. Optimiste, il l'est aussi, car depuis la rencontre des parlementaires allemands et français à Berne, en mai 1913, rencontre toute symbolique il est vrai, ses relations avec la social-démocratie se sont nettement améliorées, indice encourageant pour la sauvegarde de la paix qu'il conduit avec une opiniâtreté sans faille au sein des instances de l'Internationale. Quelques années plus tôt, n'a-t-il pas fait cette déclaration à Francfort, devant quelque 25 000 personnes ?

Ce serait la plus grande joie de ma vie que de vivre le jour où l'Allemagne démocratique, l'Angleterre démocratique et la France démocratique se tendront les mains pour la réconciliation éternelle et la paix dans le monde ?

Il n'ignore pas cependant la fragilité des forces pacifiques allemandes travaillées par l'influence de l'internationale de la finance et du canon. Ainsi, pour soutenir ceux qui en Allemagne travaillent à la paix, il envisage d'aborder la question lors du congrès socialiste de l'Internationale qui doit se tenir à Vienne en août. Une voix qui portera, en raison de l'influence grandissante de son parti auquel les bons résultats électoraux

ont conféré de nouvelles responsabilités, mais la donne politique a aussi connu un développement inattendu.

En raison de la victoire des radicaux et des socialistes, Joseph Caillaux, président du parti radical, aurait dû devenir président du Conseil si sa femme n'avait pas commis l'irréparable, le 16 mars, en abattant Gaston Calmette. En dépit de la victoire des gauches, Caillaux, ce *dandy balzacien*, comme le définit Jaurès, est empêché et il ne formule plus que des hypothèses sur son avenir politique, selon que sa femme sera acquittée ou non.

L'un a le port élégant, l'autre est toujours mal fringué, tout oppose Caillaux et Jaurès – origine, éducation, fortune, conception des moyens de l'action politique – mais ils ont néanmoins en partage une haute idée de l'intérêt général et de l'idéal national. Un terrain d'entente est possible entre les deux leaders. Tous deux veulent la paix. L'un rêve qu'elle soit imposée aux gouvernements par

l'Internationale des travailleurs, l'autre, qui n'est pas un théoricien du pacifisme, considère en bon économiste qu'une guerre mènerait le pays à la ruine. En outre, Caillaux est plus résolu que jamais à réaliser la grande réforme fiscale qui figure dans le programme des radicaux, réforme préconisée par Jaurès lui-même qui voit dans l'instauration de l'impôt sur le revenu, une belle avancée démocratique pour mieux redistribuer la richesse nationale. Au député socialiste allemand Conrad Haussmann<sup>215</sup> rencontré à Bâle en mai 1914, Jaurès confie :

L'homme le plus capable que nous ayons en France est Caillaux. Il n'a pas seulement des capacités, mais aussi du coup d'œil, de la volonté et du caractère. C'est pourquoi aussi il est si violemment combattu. Maintenant, la situation de sa femme, si elle devait être condamnée par l'imminent procès, constituerait un obstacle à son retour à la tête des affaires<sup>216</sup>.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



comme hier, la France poursuivra, dans une collaboration intime et quotidienne avec son alliée, l'œuvre de paix et de civilisation à laquelle les deux gouvernements et les deux nations n'ont cessé de travailler. » De cette visite dans une séquence d'incertitude internationale, la Russie ne peut être qu'assurée de la fidélité française à l'alliance. Le tsar en conclut qu'il peut aller de l'avant et soutenir les Serbes d'une voix plus martiale. Pour la cour de Russie, ce voyage signifie que la France apportera un soutien inconditionnel à ses initiatives.

C'est l'image officielle, celle de l'apparat, des belles tenues de gala des ducs russes et des grandes duchesses, celle de la diplomatie des arrière-pensées et des grandes rasades d'amitié entre les deux peuples. Mais il y a un point aveugle, comme une image fantôme, car le jour même où Poincaré est accueilli et traverse les rues de Pétersbourg tapissées aux couleurs françaises, là-bas, dans le quartier populaire de Viborg, les ouvriers se sont mis en grève par solidarité avec leurs camarades grévistes de Bakou durement réprimés et l'on voit les employés du tramway pavoiser leur machine de drapeaux rouges en signe de soutien.

À Riga et Moscou aussi, la révolte ouvrière sonne le branle, exaspérée par la politique répressive du régime. La veille au soir, la protestation s'est muée en un mouvement entièrement politique, comme le télégraphie le correspondant du *Times* en poste à Pétersbourg : « Dans la nuit, les leaders ouvriers décidèrent de s'opposer le plus énergiquement possible à la réception de M. Poincaré par le tsar. » Au Viborg sont alors édifiées des barricades sur lesquelles ont été plantées des bannières rouges confectionnées grâce aux drapeaux français chipés en ville par les émeutiers. La répression est sévère et, pour la première fois depuis bien longtemps, les cosaques

galopent dans les rues pour mater la révolte, si bien que la manifestation ne peut parvenir jusqu'au parcours que doivent emprunter le tsar et Poincaré.

Favorable à l'alliance franco-russe, et gavée par l'argent corrompeur de la Russie, l'immense majorité de la presse française ne pipe mot de l'événement, à l'exception de *L'Humanité* qui relaie l'information donnée par le *Times* et l'agence Havas. Dès le 23 juillet, Jaurès signe un éditorial<sup>229</sup> dans lequel il relate le soulèvement ouvrier, « une manifestation émouvante de la Russie populaire appelant à la France populaire par-dessus la réaction franco-russe » qui atteste du « surgissement de forces neuves » et est, à ce titre, porteur d'une « grande signification ». Il récidive le lendemain en soulignant le caractère politique de ce mouvement et met en garde : « [...] Quel avertissement pour les puissances européennes ! Partout la révolution est à fleur de terre. [...] Si la commotion de la guerre se produit, il y aura bien des effondrements et des écroulements<sup>230</sup>. »

Depuis quelques jours, une succession de faits, d'apparence anodine, témoigne d'une tension accrue sans que l'on puisse affirmer qu'ils sont annonciateurs de plus graves événements. Leur coïncidence révèle une crispation dont les grèves russes ne sont qu'un des symptômes. En Autriche-Hongrie, de nombreux ouvriers serbes sont renvoyés des établissements industriels qui les emploient. À Vienne, *L'Arbeiter Zeitung* est confisqué par la censure après avoir publié un compte rendu du congrès socialiste de Paris. En France, un prêtre français<sup>231</sup>, reconnu coupable de travailler pour le compte de l'Allemagne, est arrêté et écroué, tandis que Claire Popierck, une jeune Allemande résidant à Toulon est arrêtée sous l'inculpation d'espionnage et expulsée le soir même.

Tout cela est passé inaperçu car, depuis le 20 juillet, les organes de presse font leurs gros titres sur le procès de Mme Caillaux, qualifié de « procès du siècle », qui passionne l'opinion.

Pendant ce temps, la préparation d'un autre drame mijote à feu doux et c'est le comte Léopold Berchtold, ministre autrichien des Affaires étrangères, qui en cuisine la recette. Comment répliquer à ces activistes serbes qui ont tiré sur un Habsbourg à Sarajevo en l'envoyant sans confession dans l'autre monde ? L'occasion n'est-elle pas rêvée pour réduire la Serbie, pour la faire disparaître des Balkans en tant que facteur de puissance ? Mais au lendemain de l'attentat, plusieurs problèmes ont surgi.

D'abord, l'enquête du conseiller autrichien de Wiesner dépêché sur place ne permet pas d'aboutir à une mise en cause du gouvernement serbe dans la préparation de l'attentat.

Autre entrave de taille, le comte Istvan Tisza, Premier ministre de Hongrie, s'oppose à tout projet de guerre contre la Serbie, faute de preuves suffisantes et en raison du risque d'engrenage qu'une telle décision engendrerait, puisque la Russie ne resterait pas indifférente à une action de guerre contre ses frères slaves. La situation semble bloquée, mais Berchtold réussit néanmoins à arracher l'envoi d'une lettre par François-Joseph à l'empereur d'Allemagne, sans le soutien duquel rien n'est possible. Cette lettre évoque le fait que l'attentat est la conséquence directe d'une agitation fomentée par les Russes et les Serbes activistes, qu'il faut isoler la Serbie, qu'il n'est plus question de réconciliation avec elle, que la paix sera compromise tant que le foyer d'agitation criminelle de Belgrade restera impuni.

Le Kaiser donne ses instructions que le chancelier impérial Bethmann-Hollweg télégraphie à Vienne : « Soutien total de l'Allemagne... Autriche libre de prendre une décision... Veiller

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*Lundi 27 juillet, à bord du France, 6 h 15*

Le samedi soir, lors du dîner de gala offert en leur honneur par le roi de Suède, Poincaré et Viviani prennent la décision de rentrer en France après avoir été informés de la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie.

Entre-temps, dans *l'Homme libre*, Clemenceau a raillé « le secrétariat flottant de M. Poincaré » et il écrit :

À l'heure même où nous aurions le plus grand besoin d'avoir à notre tête un homme de jugement et de volonté. À l'Élysée, comme au Quai d'Orsay, si les ambassadeurs accourent, anxieux, ils se heurtent à un écriteau : Parlez au concierge ! [...] On pourrait nous déclarer la guerre. Nous n'aurions aucun moyen légal de riposter, personne n'ayant qualité, en dehors du président de la République, pour donner une signature sans laquelle un ordre du gouvernement n'est qu'un chiffon de papier.

Ce lundi matin, dans la salle à manger des officiers du *France*, les deux têtes de l'exécutif, entourées de leurs conseillers et de l'amiral Le Bris, commandant en chef de l'escadre présidentielle, relatent leurs conciliabules avec le tsar, avec Sergueï Sazonov, ministre russe des Affaires étrangères et Maurice Paléologue, l'ambassadeur de France en Russie. La situation est sérieuse, mais Sazonov s'est engagé à établir un lien direct avec son homologue autrichien pour envisager des solutions conciliatrices et il a enjoint le gouvernement français d'agir auprès de l'Angleterre pour qu'elle se déclare. Toutefois, Russes et Français sont d'accord pour considérer que si dans quelques jours le conflit austro-serbe n'est pas apaisé, la guerre sera inévitable. L'ambassadeur Paléologue ne cache plus son pessimisme quant à l'issue des ultimes négociations.

Dans ces instants de péril, il aurait fallu des hommes inflexibles. Poincaré avait-il cette carrure ? Lui, le Lorrain qui depuis son enfance portait dans sa poitrine la flamme de la revanche. Certes, il n'est pas homme à jeter son peuple dans la

guerre et il se plaît à imaginer qu'il saurait guider son peuple dans l'épreuve. Sa faiblesse est celle des hommes de sa génération qui vivent avec l'idée que tôt ou tard la guerre, qu'il voit venir depuis trois ans, sera inéluctable. Trois semaines avant son voyage en Russie, Poincaré a confié son pessimisme à Briand : « J'ai l'intime conviction que nous allons vers l'orage. Sur quel point de l'horizon et à quelle date éclatera-t-il ? Je ne saurais le dire. »

Des convictions diplomatiques ? Lui ? Cela faisait sourire au sein du cénacle des grands ambassadeurs de France. L'homme était jugé intelligent, mais inapte à comprendre les subtilités de l'art diplomatique. « Poincaré ne comprendra jamais ce que c'est une conversation diplomatique, avec tout son talent et son intelligence, il est inconsistant<sup>238</sup> », estime Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres. Au vrai, la diplomatie russe a parfaitement jaugé l'homme d'État français. Elle n'ignore en rien que si elle reconnaît que son soutien à la Serbie n'est qu'un prétexte pour poursuivre ses visées dans les Balkans et défendre le slavisme, elle ne sera pas suivie par la France. Sergueï Sazonov et les diplomates russes savent que l'appui français ne leur sera acquis que si l'Allemagne intervient militairement contre la Russie. En juillet 1914, les dirigeants russes n'ont alors qu'une préoccupation : provoquer l'intervention allemande ! Par quel moyen infaillible ? En prenant des mesures militaires sur le territoire russe, de telle sorte qu'elles apparaissent comme une menace intolérable pour l'Allemagne. À peine Poincaré et Viviani ont-ils tourné les talons que, dans l'après-midi du 24 juillet, Nicolas II réunit d'urgence un conseil des ministres à Krasnoïé-Sélo où sont décidées des mesures préliminaires à la mobilisation dans les circonscriptions militaires de Moscou, Kiev, Kazan et Odessa et les flottes de la

Baltique et de la mer Noire. Le gouvernement français n'en a pas été informé, il ne l'est que quarante-huit heures plus tard par un télégramme de Maurice Paléologue.

Tout au long de leur séjour en Russie, les deux têtes de l'exécutif français ont été tenues dans l'ignorance de ce que tramaient les Russes. La Russie se présente alors comme garant de la paix, mais secrètement le parti de la guerre russe prend déjà des mesures militaires pour provoquer l'intervention allemande et lui faire endosser la responsabilité de déclenchement de la guerre. Si la mobilisation générale russe est officiellement ordonnée par l'ukase impérial du 29 juillet, au lendemain de la déclaration de guerre de l'emprise austro-hongrois à la Serbie, elle n'est qu'un trompe-l'œil, un alibi cynique car, en réalité, les mesures préparatoires à la guerre, qui déterminent l'engrenage fatal, ont été prises par les Russes dès le 24 juillet...

Poincaré ne peut être tenu responsable des manœuvres ourdies dans son dos par les autorités russes, mais sa dramatique erreur est d'avoir agi lors de son séjour à Pétersbourg comme s'il ignorait la duplicité et les visées impérialistes des dirigeants russes. Durant tout leur séjour ni Poincaré, ni Viviani, éblouis par les fastes et bercés par le dépaysement de l'âme slave, n'ont donc rien pressenti et, lorsqu'ils reçoivent la dépêche de Maurice Paléologue dans la nuit du 25 au 26 juillet, ils naviguent quelque part entre Stockholm et Copenhague... Pas la meilleure façon d'évaluer la situation et de prendre des initiatives... Le piège est en train de se refermer.

C'est du côté de Londres que la diplomatie cherche un second souffle. Face aux menaces de généralisation du conflit, Edward Grey, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, se porte aux avant-postes pour proposer une médiation. Il

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



la généralisation du conflit. Au cours de l'entretien qui dure plus de deux heures, le chancelier égrène les sujets de fâcheries... *Sazonov, un homme aux nerfs à vif capable de décisions brusquées... Vienne sous l'emprise de la passion patriotique... le parti de la guerre en Allemagne qui piaffait... Grey, l'homme sur lequel on pouvait encore compter...* Puis il met en garde son interlocuteur : « Les socialistes ont fait appel à la classe ouvrière contre la guerre, mais vous devez savoir que c'est du côté de la Russie que le danger peut venir. Ainsi vous risquez d'éveiller des tentations en Russie en donnant à penser que des troubles peuvent surgir en Allemagne. » Son interlocuteur est sonné, convaincu par les arguments du chancelier et du danger représenté par les visées bellicistes russes.

Tandis que Haase est à Bruxelles ce mercredi 29 juillet, Südekum a adressé une lettre au chancelier qui lui confirme les assurances données oralement lors de l'entretien de la veille. Lettre dans laquelle il précise : « En raison du désir même de servir la paix, aucune action de quelque nature que ce soit (grève générale ou partielle, sabotage, etc.) n'était projetée ni même à craindre<sup>246</sup>. » Cette lettre engage-t-elle le parti ? À l'évidence, car elle n'aurait pas pu être envoyée si l'ébranlement subi par Südekum n'avait pas été partagé par les principaux chefs du parti.

Haase a-t-il été informé de cette initiative ? Assurément non, mais il ne peut ignorer que la position qu'il a défendue lors du Bureau international est soumise à de possibles intempéries politiques, les socialistes allemands ayant toujours été réticents à l'idée de « grève générale ». Haase pressent-il que son parti joue d'autres cartes à son insu, ce qui expliquerait son comportement qui dénote une certaine inquiétude ? Hypothèse

plausible, car s'il a demandé à s'exprimer en premier lors du meeting au Cirque royal, c'est pour pouvoir repartir le soir même en Allemagne... En réalité, lorsque Haase présente le compte rendu des travaux de Bruxelles au comité directeur de son parti, l'annonce de la mobilisation russe, intervenue entre-temps, leur a fait perdre toute pertinence. La lutte contre « l'impérialisme tsariste » sert d'alibi et de prétexte idéologique aux socialistes allemands pour sceller leur ralliement à la défense de la patrie.

Ainsi c'est par pure tactique politique, pour faciliter le ralliement du prolétariat allemand, que le chancelier du Reich autorise les manifestations pour la paix qui se déroulent dans les villes allemandes et sur la très aristocratique avenue Unter den Linden à Berlin, contrairement au gouvernement français qui vient d'interdire le grand meeting de l'Union des syndicats de Seine et de la CGT prévu à la salle Wagram le 29 juillet à 20 h 30. Une décision qui suscite la protestation de *L'Humanité*, jugeant que « le gouvernement de la République a fait ce que des ministres prussiens n'ont pas osé tenter : interdire, dans un pays où existe le droit de réunion, un meeting en salle close ! »

L'atmosphère est lourde, annonciatrice de l'orage qui noircit l'horizon et dont les grondements se font déjà entendre. La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie est dans toutes les conversations.

À Reims, ce 29 juillet, c'est sur ce sujet que Raoul Villain s'oppose vivement à son père et à son frère au cours du déjeuner familial. Le ton est monté, mais la discussion se termine en tête-à-queue, car le paternel se réfugie dans la lecture tandis que Marcel saisit le premier prétexte pour rejoindre des amis. Excédé, Raoul se lève, rassemble quelques affaires, traîne en ville et prend la direction de la gare pour prendre le train de

18 heures en direction de Paris. Personne ne prête attention à ce jeune homme bien habillé, à la belle moustache taillée à l'américaine, qui débarque à la gare de l'Est, aussitôt irrité lorsqu'il entend des cheminots tenir des propos contre la guerre, d'autres faire résonner les couplets de *L'Internationale* sous la vaste marquise métallique.

Ce soir-là, Villain se rend dans le quartier de Passy, au domicile de Jaurès, impasse de la Tour. Simple repérage ou est-il déjà résolu à faire feu sur « l'agent de l'Allemagne » ? Raoul surveille la maison qui paraît inoccupée. Il ignore que Jaurès est à Bruxelles... À force de faire les cent pas, il finit par s'impatienter et rebrousse chemin vers sa chambre à la gare de l'Est.

Comme le sommeil ne vient pas, Raoul rédige une lettre à son père faite de reproches sur son individualisme et dans laquelle il lui demande de l'argent... Il ajoute en conclusion : « Je suis désespéré, abattu, déprimé, réponds-moi de suite. »

*Jeudi 30 juillet 1914, Bruxelles, musée d'art royal,  
11 heures*

Jean Jaurès vient d'assister à la dernière réunion du Bureau international qui a adopté la déclaration commune présentée la veille aux délégués. Sa fatigue migraineuse de la veille s'est dissipée et il a retrouvé une belle énergie. Au sortir de la réunion, il confie même à Vandervelde : « Vous verrez, Émile, ce sera comme pour Agadir. Il y aura des hauts et des bas. Mais les choses ne peuvent pas ne pas s'arranger. »

Ce qui n'a rien arrangé en revanche c'est l'initiative prise par Südekum dont Jaurès ignore tout. Elle rend déjà caduc la déclaration que viennent d'adopter les délégués socialistes européens. En donnant l'assurance au chancelier Bethmann-Hollweg que les soldats allemands ne partiront pas au casse-pipe

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Eh bien, je vous jure que si dans de pareilles conditions vous nous conduisez à la guerre, nous nous dresserons, nous crierons la vérité au peuple. Vous êtes victimes d'Isvolsky et d'une intrigue russe : nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés.

L'entretien est clos. Jaurès a déjà tourné les talons. Abel Ferry reconduit la délégation et, à Bedouce, le dernier à sortir, le prenant par le bras, il lui chuchote : « Tout est fini... » Des mots terribles qui parviennent jusqu'aux oreilles de Jaurès. La guerre est inévitable ! Il est anéanti. Parvenue sur le trottoir, la délégation se scinde en deux. Jaurès et Renaudel se rendent à *L'Humanité*, accompagnés de Longuet qui hèle un taxi.

Dans l'ordinaire des jours, il aurait engagé la conversation avec le chauffeur. Il a de l'estime et du respect pour les chauffeurs de taxi car il les tient pour les hommes les mieux informés des humeurs parisiennes. Mais aujourd'hui Jaurès est silencieux. Il songe à son éditorial. Va-t-il clouer au pilori ces « ministres à la tête légère », faire tomber les masques ? Ou réfléchit-il encore à d'ultimes initiatives pour sauver la paix par le recours à de nouveaux arbitres ?

En ce début de soirée, est-il désespéré ou espère-t-il encore contre toute espérance ? Ce qu'il sait désormais avec certitude, c'est qu'il a commis une erreur d'appréciation et qu'il a eu tort d'accorder sa confiance au gouvernement pour exercer une véritable pression sur les Russes. Il sait aussi depuis le début de l'après-midi que les sociaux-démocrates allemands ont dépêché auprès de lui l'un de leurs dirigeants, Hermann Müller, qui doit arriver vers 20 heures

à *L'Humanité*... Que vient-il lui dire ? Que les socialistes allemands ont lâché prise ? C'est ce qu'il pressent sans doute, comme le laissa entendre Romain Rolland qui écrira : « Jaurès a eu la prescience de l'attitude domestiquée que garderait en cas

de guerre la social-démocratie allemande. » Annoncé à Paris le soir même, Müller n'arriva que le lendemain...

Dans le taxi qui file à vive allure vers le siège du journal, les idées de Jean se bousculent comme des atomes qui s'entrechoquent. Soudain, alors que le taxi vient d'éviter de justesse une voiture à un croisement, Longuet s'écrie :

– Chauffeur, attention ! Vous allez nous tuer.

Mais l'homme qui a reconnu ses illustres clients, ralentit, et ajoute d'une voix posée en se retournant :

– On ne tue pas le citoyen Jaurès...

Ils terminent le trajet à pied car la rue Montmartre est interdite à la circulation en raison de travaux de voirie... Jaurès s'apprête à écrire tout ce qu'il sait, mais que sait-il en réalité ? Avant de décider de la tonalité du papier, ne doit-il pas attendre Hermann Müller qui devrait arriver d'un instant à l'autre ?

### *Siège de L'Humanité, 142 rue Montmartre, 20 heures*

Il ne reste pas plus de quarante minutes dans son bureau car ses collègues le pressent déjà pour descendre dîner. Juste le temps de s'enquérir des dernières dépêches. Marius Viple est chargé de surveiller les télétypes et s'est entendu avec Jaurès pour lui apporter les dépêches au restaurant dès qu'elles seront tombées... Entre les deux « cantines » habituelles de l'équipe rédactionnelle, le Coq d'Or et le Croissant, le choix est vite arbitré. À la suggestion du Coq d'Or émise par Longuet, Jaurès oppose ses arguments : « Au Coq d'Or, il y a de la musique, des femmes. Au Croissant, nous serons chez nous. »

Il est 20 h 40... l'heure à laquelle un invité surprise, Raoul Villain, se met lui aussi en route vers le café. Il vient de dîner dans un restaurant du boulevard des Italiens et écrit une lettre à son frère avant d'aller retirer un télégramme expédié par son

père à la poste de la rue Littré : « Reviens de suite, sinon j'irai dimanche te causer posément... » Mais il a suffi qu'il lise la manchette d'un journal annonçant des bruits de bottes aux frontières pour que Villain cède une fois encore à sa colère envers Jaurès... Lorsqu'il se dirige vers la rue Montmartre, il n'a plus d'autre idée que de vider son chargeur sur ce gredin et ce traître.

Oui, mais oui, elle s'en souvient bien Madame Dubois, la concierge de l'immeuble de *L'Humanité*, qui prend l'air devant sa loge, elle se souvient qu'un jeune homme, très poliment du reste, lui a demandé si Monsieur Jaurès était encore au journal, ce à quoi elle avait répondu : « Ces messieurs sont descendus, il n'y a plus personne là-haut... » Villain, ayant aperçu la veille le directeur politique de *L'Humanité* au café du Croissant, allonge le pas dans cette direction... Il ne tarde pas à reconnaître la silhouette de sa cible environnée par les garçons de service qui peinent à se frayer un chemin entre les nombreux clients. Il vient de marquer son territoire de chasse mais se promène encore. Le voilà de nouveau hésitant. Va-t-il repartir ? Il ne sait plus trop quand, soudain, il s'emporte lui-même contre sa propre indécision. Mais il finit par la dominer en cédant à sa pulsion criminelle. Il se répète que si Jaurès n'avait pas trahi et toujours tout fait pour nuire à la France, nous n'en serions pas là... C'est avec le pas d'un homme décidé qu'il s'approche de la devanture du café...

### *Café le Croissant, rue Montmartre, 20 h 40*

« Il y a toujours de la place pour les clients fidèles », sourit avec jovialité Monsieur Albert, le patron des lieux. Ne vous inquiétez pas, on va vous en trouver une, lance-t-il à Jaurès et à ses amis qui viennent de pénétrer dans le café. Et les voilà installés aux seules places disponibles dans une sorte

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Conférence et la Concorde, un trajet ponctué de « Vive Jaurès ! » lancés par la foule considérable des bordures. À 12 h 45, le cercueil est transporté sur le quai d'embarquement de la gare d'Orsay et placé dans le fourgon qui doit le conduire à Albi... mais déjà tous les regards sont tournés ailleurs, vers la Belgique et les frontières de l'Est... Le même jour, l'écrivain pacifiste Romain Rolland note dans son *Journal* son désespoir d'assister, impuissant, à la faillite de la civilisation : « Cette guerre européenne est la plus grande catastrophe de l'histoire, depuis des siècles, la ruine de nos espoirs les plus saints en la fraternité humaine<sup>262</sup>. »

Un an plus tard, accablé par la mort de milliers d'hommes, Romain Rolland, dont le prix Nobel de littérature couronne cette année-là la conscience malheureuse, écrit dans le *Journal de Genève*, le 2 août 1915 :

Et la mort d'un seul homme peut être, en d'autres cas, une grande bataille perdue pour toute l'humanité. Le meurtre de Jaurès fut un de ces désastres.

# Épilogue en trois tableaux...

*Quand vous faites parler un mort,  
N'oubliez pas qu'un mort n'est jamais mort.*

MAURICE MAETERLINCK

## *Le procès de Raoul Villain*

Après l'assassinat de Jean Jaurès, dans le texte de l'affiche appelant au calme qu'il avait fait placarder sur les murs de Paris le 1<sup>er</sup> août, René Viviani, président du Conseil, a précisé : « L'assassin est arrêté. Il sera châtié : que tous aient confiance dans la loi... »

Joseph Drioux, juge d'instruction au tribunal de la Seine depuis cinq ans, procède à une première série d'auditions du 4 au 21 août 1914 tout en poursuivant les interrogatoires de Raoul Villain. L'inculpé n'exprime aucun remords et affiche même en privé sa fanfaronnade d'avoir occis « le grand professeur de lâcheté », comme en témoigne la lettre adressée à son frère le 10 août :

J'ai donc abattu le grand porte-drapeau, le grand traître de l'époque de la loi de trois ans, la grande gueule qui couvrait tous les appels de l'Alsace-Lorraine, je l'ai puni et c'était un symbole de l'heure nouvelle et pour les Français et pour l'étranger. [...] C'est donc en toute satisfaction de conscience que je vivrais si je n'avais le regret de n'avoir pas pénétré le premier sur la terre d'Alsace. Je suis désolé que papa n'ait pas pu venir car je ne sais pas quel avocat prendre et j'ai dû écrire maladroitement comme toujours au bâtonnier à ce sujet.

Commis d'office, maître Alexandre Zévaès ne refuse pas l'affaire en justifiant que « de la sorte la mémoire de la victime ne subira pas d'insulte ». Il s'exprime ainsi car ce disciple de

Jules Guesde présente la particularité d'avoir été député socialiste de Grenoble, avant de mettre un terme à sa carrière politique. Assisté de maître Henri Géraud, son passé de militant de gauche jette le trouble au sein du parti de Jaurès qui l'accuse d'être un « traître ». Face à eux, maître Georges Ducos de la Haille, rejoint plus tard par Joseph Paul-Boncour<sup>263</sup>, assistés d'André Le Troquer, vont représenter la partie civile dans ce procès et défendre les intérêts de Louise Jaurès.

L'instruction du dossier est rendue délicate en raison du départ sous les drapeaux des témoins que le juge voudrait auditionner, mais il ne renonce pas et au fil des semaines, il se forge une conviction : Villain a agi seul. Selon le rapport des trois psychiatres qui l'ont examiné, il est pleinement responsable de son acte criminel n'étant sous l'emprise... « ni d'une idée délirante, ni d'une obsession... Il a tué sous l'influence d'un sentiment d'indignation morale, d'anxiété patriotique et son crime est un crime passionnel... à la frontière donc de la pathologie mentale et de la psychologie morale... »

Le 14 octobre, le dossier d'instruction est clôturé, aucune complicité n'a été mise à jour, pas de piste russe ni de complot ourdi par l'extrême droite dont Villain aurait été l'instrument. L'enquête a-t-elle été suffisamment approfondie pour aboutir à une telle conclusion ? Ce n'est pas l'avis du ministère public qui ordonne la poursuite des investigations. Le 1<sup>er</sup> mars 1915, le résultat de ces enquêtes complémentaires est transmis au procureur général Jules Herbaux.

Procureur expérimenté, il sait que cette affaire est explosive, aussi ne veut-il laisser aucune ombre dans ce dossier. Dans une note qu'il adresse au procureur de la République de la Seine, il souligne les trop nombreuses lacunes que comporte le dossier du juge d'instruction. Il estime que les recherches n'ont pas été

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

À défaut d'être revendiqué, le guet-apens contre Villain est signé. Testament politique de *desesperados* anarchistes catalans, adeptes de la politique de la terre brûlée, tirant à vue sur des symboles religieux assimilés à l'insurrection réactionnaire espagnole, au moment où leurs espérances s'écroulent devant l'avancée irrépressible des insurgés franquistes. Ce jour de septembre 1936, le Français un peu agité qu'ils croisent, ce catholique, donc forcément suspect, représente sans doute tout ce qu'ils détestent. Ils se vengent ainsi de leur propre impuissance à orienter le cours d'une histoire en sachant qu'ils ont déjà perdu la partie. Dans les jours qui suivent le meurtre de Villain, les nationalistes s'emparent de l'île d'Ibiza et de l'ensemble des Baléares...

Treize ans plus tôt, l'anarchiste française de vingt printemps, Germaine Berton, avait assumé et ouvertement revendiqué son acte meurtrier pour venger la mort de Jaurès. Ouvrière, syndicaliste, proche du parti communiste avant de rejoindre le groupe des anarchistes individualistes du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la jeune libertaire avait fait feu sur Marius Plateau, secrétaire général de la Ligue d'Action française, le 22 janvier 1923... Les passions étaient encore à vif autour du grand tribun dont la mémoire était pourtant déjà engluée dans une série d'hommages et de commémorations. Depuis l'après-guerre, sept statues ont été édifiées dans diverses localités françaises et même à Moscou où, le 7 novembre 1918, la République des Soviets a inauguré en grandes pompes un monument dédié au grand tribun français boulevard Novinski.

Des rues, des squares, des avenues « Jean-Jaurès », ont fleuri ici

et là<sup>270</sup>... la première d'entre elles est inaugurée à Paris dès août 1914, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, l'ancienne « avenue

d'Allemagne »

est rebaptisée du nom du leader socialiste. Les stations de métro *Rue d'Allemagne* et *Berlin* ont été renommées dans la foulée *Jean-Jaurès* et *Liège*...

Au lendemain des fêtes organisées à Carmaux les 2 et 3 juin 1923, à l'occasion de l'inauguration d'un monument dédié à l'enfant du Tarn, le radical Édouard Herriot, commentant ces manifestations, interpelle le gouvernement sur la question du transfert des cendres du grand homme au Panthéon. Le député radical socialiste Ferdinand Buisson prolonge cette initiative en déposant une question écrite à laquelle Raymond Poincaré, président du Conseil, répond qu'il n'y a pas lieu, « dans les circonstances présentes, de transférer au Panthéon les cendres d'un homme politique dont le nom met encore en conflit les passions des partis ».

Tout change lors des élections générales de mai 1924 qui voient la victoire du Cartel des gauches, coalition floue réunissant radicaux et socialistes dont le programme est à l'opposé de la politique conservatrice du Bloc national. Est-ce le début d'une ère nouvelle ? C'est ainsi qu'est perçue la victoire électorale du Cartel qui inaugure l'exercice gouvernemental par un acte symbolique d'unité nationale...

### *Le second enterrement de Jean Jaurès*

Ça n'a pas traîné... dès le mois de juillet, la nouvelle Chambre est saisie d'un projet de loi défendu par François Albert, ministre de l'Instruction publique du gouvernement Herriot, dont l'article unique est ainsi rédigé : « Les cendres de Jean Jaurès seront solennellement transférées au Panthéon. » Et puisqu'il faut que l'acte soit symbolique, ce projet de loi a été présenté lors de la

séance du 31 juillet, dix ans, jour pour jour, après l'assassinat de Jaurès.

Pour les très actifs radicaux, l'acte de panthéonisation a pour but de muer le tribun socialiste en une figure nationale représentant l'unité de la nation au-delà des clivages partisans. Pour sa part, Léon Blum consacre une série d'articles à l'événement en préparation, le définissant comme une « fête civique et nationale », ajoutant que la cérémonie devait être la « fête de la République militante et triomphante ». L'enthousiasme socialiste, à l'unisson des radicaux, se manifeste par l'emphase théâtrale qu'ils veulent insuffler à l'événement.

Mais alors que l'Union sacrée autour de Jaurès a renforcé l'union politique avant le déclenchement de la guerre, la tentative du Cartel échoue à recréer cette Union autour des mânes de son martyr le plus sanctifié car une vive opposition se dresse en critiques virulentes contre ce projet dès l'ouverture du débat à la Chambre. Pour le jeune parti communiste, né de la scission du congrès de Tours trois ans plus tôt, et alors en plein processus de bolchevisation, l'opération n'est qu'une mascarade, comme l'indique à la Chambre Renaud Jean, s'exprimant au nom de son groupe : « Le transfert au Panthéon des cendres de Jaurès n'est-il pas [...] destiné à dissimuler [...] la carence d'une majorité qui déçoit tous les jours les espoirs que les travailleurs avaient placés en elle ? [...] Nous respectons trop le souvenir de Jaurès pour tenter de l'accaparer. »

Les critiques de l'Action française ne sont pas moins acerbes. Dans l'hémicycle, mais aussi dans le journal de son mouvement, le député et mémorialiste de talent Léon Daudet raille ce transfert au Panthéon qu'il qualifie de manifestation de « fétichisme démocratique » découlant de « l'étonnant besoin d'idoles, d'effigies sacrées ».

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



- en août 1914 », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 63 (1976-4), p. 3-10.
260. Léon Bloy, *Journal II (1907-1917)*, coll. Bouquins, Robert Laffont, 1999, p. 408.
261. Propos rapportés par Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'Union sacrée à Zimmerwald*, tome I, librairie du Travail, 1936. Marcel Martinet deviendra directeur littéraire de *L'Humanité* (1921-1923).
262. *Journal des années de guerre, 1914-1919*, Albin Michel, 1952, p. 32-33.
263. Il est désigné le 31 janvier 1919 par le parti socialiste aux côtés de Ducos de la Haille pour représenter la partie civile.
264. Né le 27 août 1898, sa naissance a été déclarée à Nontron (Dordogne). Louise Jaurès est venue faire ses couches chez son père, alors sous-préfet de cette ville.
265. Cette demande a été apostillée de son nom. Archives de la préfecture de police, dossier n° 288.217.
266. Sur le déroulement du procès, voir Sophie Darblade, *op. cit.*, p 95-167 ; voir aussi Jean Rabaut, *op. cit.*, p. 127-185.
267. « La riposte au verdict », *L'Humanité*, 7 avril 1919.
268. Voir Jean Rabaut, *Jaurès et son assassin*, éditions du Centurion, 1967.
269. Deux mois plus tôt (le 17 juillet), une poignée de généraux nationalistes, dont Sanjurjo et Franco, ont donné le signal du soulèvement contre le gouvernement républicain à la suite de la victoire du *Frente popular* aux législatives de février. Dès les premières semaines de la guerre civile, les combats font rage aux Baléares. Le 8 août, une colonne de républicains barcelonais dirigée par le commandant Alberto Bayo débarque à Ibiza et installe un comité antifasciste placé sous la responsabilité du communiste Antonio Martinez...
270. Deux mille trois cent cinquante-quatre voies portent le nom de Jean Jaurès. Dans le nombre de rues portant son nom, il est seulement distancé par de Gaulle, Pasteur, Leclerc et Victor Hugo. (Voir *l'Histoire*, n° 397, mars 2014, p. 63.)
271. À l'issue de la scission du congrès socialiste de Tours (décembre 1920), une majorité d'adhérents socialistes ayant accepté les vingt-et-une conditions de l'Internationale communiste quitte la « vieille maison » pour former la section française de l'internationale communiste. *L'Humanité*, « journal socialiste », tombe dans l'escarcelle du nouveau parti communiste français. C'est le 8 avril 1921 que le quotidien de la rue Montmartre porte la mention « Journal communiste » pour la première fois.

272. Paul Vaillant-Couturier (1892-1937) – Avocat, journaliste, il adhère à la SFIO en décembre 1916. À l’automne 1919, il milite pour l’avènement de trois Internationales, celle des anciens combattants, celle de la pensée, celle de Lénine et il considère que la lutte révolutionnaire prime sur toutes les autres. Député de la Seine, membre du comité directeur du PC puis du comité central, il est rédacteur en chef de *L’Humanité* (1926-1929) avant de devenir maire de Villejuif et secrétaire général de l’Association des artistes et écrivains révolutionnaires.

273. « Le deuxième assassinat », *L’Humanité*, 23 novembre 1924.

274. Voir *L’Humanité*, 24 novembre 1924. Sur le sens et les conséquences de cette cérémonie, se reporter à Avner Ben-Amos, La « panthéonisation » de Jean Jaurès. Rituel et politique pendant la III<sup>e</sup> République, *Terrain*, n° 15, 1990, p. 49-64. Voir aussi Maurice Agulhon, « Une contribution au souvenir de Jean Jaurès : les monuments en places publiques » in *Jaurès et la classe ouvrière*, les Éditions ouvrières, 1981, p. 169-182.

275. Le roman, paru en juillet 1938, reçoit le prix Interallié.

276. Voir A. Ben-Amos, *op. cit.*

# Table des matières

Signé Jaurès...

Les étés d'un enfant du Tarn

Étés de jeunesse et d'insouciance (1859-1876)

Étés étudiants (1876-1881)

Étés d'un militant républicain (1881-1889)

Étés philosophiques à Toulouse,  
l'inclination vers le socialisme (1889-1892)

Étés politiques toulousains (1890-1893)

Les étés carmausins (1893-1898)

Lumières militantes de la verrerie ouvrière et crépuscule  
électoral (1896-1898)

Affaire Dreyfus et défense républicaine (1898-1905)

Sous le soleil de l'unité et de la paix (1905-1914)

Les derniers rires de la Belle Époque

Il faudra que Poincaré choisisse...

Monsieur Jaurès, taisez-vous !

Que veut le pays ? Il ne le sait plus...

Franchir le cap des cent élus...

Lever de rideau et fin de partie

Le quatrième État s'est levé...

Et le sport devient à la mode...

Loisirs, consommation et pénurie de sacré...

Nous manquons tous d'enthousiasme mes amis...

La diplomatie sportive en action...

Le piège de l'alliance russe

Sarajevo, ciel noir de l'Europe

## Le solstice hivernal de juillet 1914

Des bourgeois cousus d'argent et bien élevés

Si demain la patrie est en danger...

Partout la Révolution est à fleur de terre...

Samedi 25 juillet, Lyon-Vaise, 19 heures

Dimanche 26 juillet, Paris, rue de Varennes, 11 h 45

Lundi 27 juillet, à bord du France, 6 h 15

Mardi 28 juillet, Paris, palais Bourbon, 10 heures

Mercredi 29 juillet, rade de Dunkerque, 9 heures

Jeudi 30 juillet 1914, Bruxelles, musée d'art royal,  
11 heures

Vendredi 31 juillet 1914, Paris, domicile de Jean Jaurès,  
9 heures

Assemblée nationale, 14 heures

Siège de L'Humanité, 142 rue Montmartre, 20 heures

Café le Croissant, rue Montmartre, 20 h 40

Paris, palais de l'Élysée, dans la soirée

Samedi 1<sup>er</sup> août – « Jaurès assassiné »

## Épilogue en trois tableaux...

Le procès de Raoul Villain

Fin de partie à Ibiza...

Le second enterrement de Jean Jaurès